

**Discours prononcé par l' Monsieur Enrico Pianetta,
Chambre Italienne des Députés**

Madame le Président, Messieurs et Mesdames les délégués, Mesdames et Messieurs, le 13 novembre dernier le Parlement Italien avec la contribution des Parlements Nationaux ici présents, la FAO, l'Union Interparlementaire et les Ministres des Affaires Etrangères a voulu honorer l'engagement de réunir les assemblées en même temps que ce Sommet des Chefs d'État et de gouvernement.

Face à la tragédie immense de toutes ces personnes qui souffrent et meurent parce qu'ils n'ont pas assez à manger, les parlements peuvent et doivent jouer un rôle fondamental tendant à pousser les gouvernements à rendre plus efficace l'organisation et à libérer les fonds nécessaires pour éradiquer ce fléau moral et civil qu'est la faim en notre époque. Je rappelle qu'au cours de la Conférence spécialisée qui s'est tenue à Rome en novembre 1998, on avait mis l'accent sur la nécessité de réaliser un réseau de coopération entre les Parlements non comme autre solution à l'action des gouvernements, mais afin de renforcer la capacité de faire face aux problèmes découlant de la mondialisation, de la brèche croissante qui existe entre le Nord et le Sud du monde et de l'explosion de violence qui s'ensuivait.

Tout le monde sait que la lutte contre la pauvreté doit commencer dans les zones rurales grâce à la meilleure mise en valeur des ressources existantes et aussi grâce à l'adoption de techniques qui ont permis de lancer la révolution verte et d'éviter la mort de faim de centaines de millions de personnes. C'est pour cela que le Sommet du G8 de l'Aquila avec la déclaration commune sur la sécurité alimentaire mondiale est l'un des résultats les plus importants de la Présidence Italienne car il prévoit un engagement financier à hauteur de 20 milliards de dollars sur trois ans. Si nous assurons une meilleure sécurité alimentaire nous aurons de meilleurs contextes sociopolitiques alors que l'insécurité alimentaire naturellement entraîne des problèmes sociopolitiques. En plus il est évident que la condition de sous-développement dans laquelle vivent tant de pays, pourrait malheureusement entraîner un tsunami politique et social capable de faire sentir ses effets même dans les pays les plus développés.

Les Parlements doivent jouer un rôle important de contrôle et d'action auprès des gouvernements. A ce sujet je veux rappeler que le Parlement Italien pour répondre au rôle qu'il s'est assigné a institué auprès de la Commission des Relations Extérieures de la Chambre des Députés, le Comité Permanent sur les Objectifs de Développement du Millénaire des Nations Unies. Cet organisme a

le rôle de suivre pour toute la législature les résultats acquis sur la voie indiquée par les Nations Unies.

En conclusion, Madame le Président, je voudrais soumettre à votre attention le résultat de cette journée de réflexion parlementaire du 13 novembre dernier en rappelant les paroles du Président de l'Union Interparlementaire Theo-Ben Gurirab : « Nous Parlementaires nous sommes réunis ici pour offrir notre contribution pour le résultat du Sommet Mondial sur la Sécurité Alimentaire. Nous avons beaucoup appris les uns des autres pendant cette rencontre. C'est vrai, le monde est encore confronté à une crise alimentaire mais cette crise alimentaire ne peut pas être envisagée uniquement comme un problème de production parce que c'est un problème lié aussi à d'autres problèmes qui sont: la distribution de la nourriture produite par les petits agriculteurs sur les marchés, la disponibilité de denrées alimentaires, la qualité et la diversité de la nutrition, les inégalités sociales et la pauvreté, la marginalisation des femmes et la différence entre les sexes, la sécurité et les conflits, l'efficacité des programmes et la corruption. Voilà les défis auxquels nous sommes confrontés avec d'autres problèmes pour garantir la sécurité alimentaire.

Nous, membres des Parlements, nous avons la clef pour trouver les solutions grâce à la responsabilité et à une meilleure gouvernance démocratique. Et je conclus en disant que comme nous l'avons entendu dire aujourd'hui, il y a de nombreuses choses qu'en tant que parlementaires nous pouvons faire, en voici certaines: adopter un cadre juridique et législatif pour protéger le droit à l'alimentation, assurer l'introduction d'une stratégie nationale complète tendant à assurer l'alimentation pour tous, donner du pouvoir aux femmes par exemple en approuvant des législations pour qu'elles puissent avoir le droit à la terre, au crédit et aux marchés, attribuer au développement agricole la priorité qu'il mérite dans les budgets, examiner les politiques agricoles actuelles en vue du changement climatique, promouvoir des politiques et des méthodologies différentes pour avoir une incidence moins grave sur le climat, assurer le suivi des programmes et garantir la nécessité de protéger les couches de la population les plus vulnérables et assurer le suivi de l'incidence des accords commerciaux sur le droit à l'alimentation.

Même en vue de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique de Copenhague, aujourd'hui encore une fois nous nous sommes rendus compte que l'insécurité alimentaire et le changement climatique sont des crises qui sont étroitement reliées les unes aux autres et qui font courir un risque à la survie de l'humanité. En tant que parlementaires, nous exhortons les gouvernements et l'industrie à faire tous les efforts possibles dans l'engagement commun pour garantir la vie à des millions de personnes. Ce sont des défis énormes, mais à la conclusion de cette réunion, je suis convaincu que nous voulons faire partie de la

solution et contribuer à créer un monde meilleur. Nous devons travailler ensemble pour assurer les Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015. Nous devons les atteindre, nous pouvons les atteindre en travaillant tous ensemble dans ce sens. Je vous remercie.